



Cenovus Energy Inc.

États financiers consolidés intermédiaires (non audités)

Périodes closes les 30 septembre 2019

(en dollars canadiens)

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (non audités)

Périodes closes les 30 septembre 2019

TABLE DES MATIÈRES

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS (NON AUDITÉS)	3
ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL (NON AUDITÉS)	4
ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉS)	5
ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (NON AUDITÉS)	6
TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉS)	7
NOTES ANNEXES (NON AUDITÉS)	8
1. DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE ET INFORMATIONS SECTORIELLES	8
2. BASE D'ÉTABLISSEMENT ET DÉCLARATION DE CONFORMITÉ	12
3. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES	12
4. CHARGES FINANCIÈRES	15
5. (PROFIT) PERTE DE CHANGE, MONTANT NET	15
6. CHARGES DE DÉPRÉCIATION ET REPRISES	16
7. ACTIVITÉS ABANDONNÉES	17
8. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT	18
9. MONTANTS PAR ACTION	19
10. STOCKS	19
11. ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION	19
12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES, MONTANT NET	19
13. ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION, MONTANT NET	20
14. AUTRES ACTIFS	20
15. DETTE À LONG TERME ET STRUCTURE FINANCIÈRE	21
16. OBLIGATIONS LOCATIVES	22
17. PAIEMENT CONDITIONNEL	23
18. PROVISIONS AU TITRE DE CONTRATS DÉFICITAIRES	23
19. PASSIFS RELATIFS AU DÉMANTÈLEMENT	24
20. AUTRES PASSIFS	24
21. CAPITAL SOCIAL	24
22. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	25
23. RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS	25
24. INSTRUMENTS FINANCIERS	26
25. GESTION DES RISQUES	28
26. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE	29
27. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS	29

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS (non audités)

Périodes closes les 30 septembre

(en millions de dollars, sauf les montants par action)

	Notes	Trimestres clos en		Périodes de neuf mois closes en	
		2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires	1				
Chiffre d'affaires brut		5 068	6 143	16 190	16 873
Moins les redevances		332	286	847	574
		4 736	5 857	15 343	16 299
Charges	1				
Marchandises achetées		1 878	2 336	6 368	6 189
Frais de transport et de fluidification		1 255	1 494	3 768	4 673
Charges d'exploitation		529	506	1 574	1 683
Taxes à la production et impôts miniers		1	-	1	1
(Profit) perte à la gestion des risques	24	-	78	181	983
Amortissement et épuiement	6,12,13	558	539	1 668	1 733
Coûts de prospection	6,11	1	2	10	8
Frais généraux et frais d'administration		72	78	209	304
Provisions au titre de contrats déficitaires	18	(1)	630	(8)	692
Charges financières	4	138	183	376	489
Produit d'intérêts		(3)	(5)	(9)	(11)
(Profit) perte de change, montant net	5	88	(182)	(265)	307
Réévaluation du paiement conditionnel	17	(17)	(83)	137	411
Frais de recherche		6	4	16	23
(Profit) perte à la sortie d'actifs		3	795	7	794
Autres (produits) charges, montant net		(11)	(11)	(4)	(11)
Résultat des activités poursuivies avant impôt sur le résultat		239	(507)	1 314	(1 969)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	8	52	(265)	(767)	(403)
Résultat net découlant des activités poursuivies		187	(242)	2 081	(1 566)
Résultat net découlant des activités abandonnées	7	-	1	-	253
Résultat net		187	(241)	2 081	(1 313)
Résultat de base et dilué par action (\$)	9				
Activités poursuivies		0,15	(0,20)	1,69	(1,27)
Activités abandonnées		-	-	-	0,21
Résultat net par action		0,15	(0,20)	1,69	(1,06)

Se reporter aux notes annexes des états financiers consolidés (non audités).

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL (non audités)

Périodes closes les 30 septembre
(en millions de dollars)

	Notes	Trimestres clos en		Périodes de neuf mois closes en	
		2019	2018	2019	2018
Résultat net		187	(241)	2 081	(1 313)
Autres éléments du résultat global, après impôt	22				
<i>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :</i>					
Écarts actuariels liés aux prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi		(5)	5	(7)	-
Variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres à la JVAERG ¹⁾		-	-	3	-
<i>Éléments qui pourraient être reclassés en résultat net :</i>					
Écart de change		53	(83)	(142)	134
Total des autres éléments du résultat global, après impôt		48	(78)	(146)	134
Résultat global		235	(319)	1 935	(1 179)

1) Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG »).

Se reporter aux notes annexes des états financiers consolidés (non audités).

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE (non audités)

(en millions de dollars)

	Notes	30 septembre 2019	31 décembre 2018
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		437	781
Comptes débiteurs et produits à recevoir		1 306	1 238
Impôt sur le résultat à recouvrer		14	-
Stocks	10	1 497	1 013
Gestion des risques	24,25	2	163
Total de l'actif courant		3 256	3 195
Actifs de prospection et d'évaluation	1,11	822	785
Immobilisations corporelles, montant net	1,12	28 127	28 698
Actifs au titre de droits d'utilisation, montant net	1,13	1 093	-
Impôt sur le résultat à recouvrer		-	160
Autres actifs	14	209	64
Goodwill	1	2 272	2 272
Total de l'actif		35 779	35 174
Passif et capitaux propres			
Passif courant			
Comptes créditeurs et charges à payer		1 978	1 833
Dette à long terme	15	662	682
Obligations locatives	16	169	-
Paieement conditionnel	17	64	15
Provisions au titre de contrats déficitaires	18	17	50
Impôt sur le résultat à payer		16	17
Gestion des risques	24,25	3	3
Total du passif courant		2 909	2 600
Dette à long terme	15	6 577	8 482
Obligations locatives	16	1 510	-
Paieement conditionnel	17	66	117
Provisions au titre de contrats déficitaires	18	47	613
Passifs relatifs au démantèlement	19	1 205	875
Autres passifs	20	183	158
Impôt différé		4 055	4 861
Total du passif		16 552	17 706
Capitaux propres		19 227	17 468
Total du passif et des capitaux propres		35 779	35 174
Engagements et éventualités	27		

Se reporter aux notes annexes des états financiers consolidés (non audités).

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (non audités)

(en millions de dollars)

	Capital social (Note 21)	Surplus d'apport	Résultats non distribués	CAERG ¹⁾ (Note 22)	Total
31 décembre 2017	11 040	4 361	3 937	643	19 981
Résultat net	-	-	(1 313)	-	(1 313)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	134	134
Total du résultat global	-	-	(1 313)	134	(1 179)
Charge de rémunération fondée sur des actions	-	5	-	-	5
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	(183)	-	(183)
30 septembre 2018	<u>11 040</u>	<u>4 366</u>	<u>2 441</u>	<u>777</u>	<u>18 624</u>
31 décembre 2018	11 040	4 367	1 023	1 038	17 468
Résultat net	-	-	2 081	-	2 081
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(146)	(146)
Total du résultat global	-	-	2 081	(146)	1 935
Charge de rémunération fondée sur des actions	-	7	-	-	7
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	(183)	-	(183)
30 septembre 2019	<u>11 040</u>	<u>4 374</u>	<u>2 921</u>	<u>892</u>	<u>19 227</u>

1) Cumul des autres éléments du résultat global.

Se reporter aux notes annexes des états financiers consolidés (non audités).

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE (non audités)

Périodes closes les 30 septembre
(en millions de dollars)

	Notes	Trimestres clos en		Périodes de neuf mois closes en	
		2019	2018	2019	2018
Activités d'exploitation					
Résultat net		187	(241)	2 081	(1 313)
Amortissement et épuisement	6,12,13	558	539	1 668	1 733
Coûts de prospection	6,11	1	2	10	8
Impôt différé	8	46	(254)	(790)	(210)
(Profit) perte latent lié à la gestion des risques	24	9	(247)	157	(508)
(Profit) perte de change latent	5	88	(196)	(560)	299
Réévaluation du paiement conditionnel	17	(17)	(83)	137	411
(Profit) perte sur les activités abandonnées	7	-	(2)	-	(308)
(Profit) perte à la sortie d'actifs		3	795	7	794
Désactualisation des passifs relatifs au démantèlement	4,19	15	16	43	47
Provisions au titre de contrats déficitaires, moins la trésorerie versée	18	(3)	626	(14)	681
Perte (profit) de change réalisé à l'égard d'éléments hors exploitation		(12)	-	279	-
Autres		41	22	28	76
Variation nette des autres actifs et passifs		(21)	(15)	(55)	(50)
Variation nette du fonds de roulement hors trésorerie		(61)	297	(446)	9
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		834	1 259	2 545	1 669
Activités d'investissement					
Dépenses d'investissement – actifs de prospection et d'évaluation	11	(20)	(7)	(40)	(20)
Dépenses d'investissement – immobilisations corporelles	12	(272)	(260)	(823)	(1 070)
Produit de la sortie d'actifs		-	640	(1)	1 054
Variation nette des placements et autres		(16)	-	(25)	9
Variation nette du fonds de roulement hors trésorerie		(35)	(73)	(77)	(213)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(343)	300	(966)	(240)
Flux de trésorerie avant les activités de financement, montant net		491	1 559	1 579	1 429
Activités de financement					
(Remboursement) de titres d'emprunt à long terme	26	-	-	(1 601)	-
Émission (remboursement) de titres d'emprunt à long terme renouvelables, montant net		(1)	(7)	4	(20)
Remboursement du capital des contrats de location	16	(39)	-	(108)	-
Dividendes versés sur les actions ordinaires	9	(60)	(61)	(183)	(183)
Autres		-	-	-	(1)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(100)	(68)	(1 888)	(204)
Profit (perte) de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères		(18)	(2)	(35)	30
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		373	1 489	(344)	1 255
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		64	376	781	610
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		437	1 865	437	1 865

Se reporter aux notes annexes des états financiers consolidés (non audités).

1. DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE ET INFORMATIONS SECTORIELLES

Cenovus Energy Inc. et ses filiales (collectivement, « Cenovus » ou la « société ») sont engagées dans la mise en valeur, la production et la commercialisation de pétrole brut, de liquides de gaz naturel (« LGN ») et de gaz naturel au Canada; elles mènent aussi des activités de commercialisation et possèdent des installations de raffinage aux États-Unis.

Cenovus est constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, et ses actions sont cotées à la Bourse de Toronto (« TSX ») et à celle de New York (« NYSE »). Son siège social et bureau administratif est situé au 4100, 225, 6 Avenue S.W., Calgary (Alberta) Canada, T2P 1N2. L'information sur la base d'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires de la société se trouve à la note 2.

La direction a établi les secteurs opérationnels en fonction de renseignements examinés périodiquement aux fins de prise de décisions, d'affectation des ressources et d'évaluation de la performance opérationnelle par les principaux décideurs de Cenovus en ce qui a trait aux activités d'exploitation. La société évalue la performance financière de ses secteurs opérationnels principalement en fonction des marges d'exploitation. Les secteurs à présenter de la société sont les suivants :

- **Sables bitumineux**, secteur comprenant la mise en valeur et la production de bitume dans le nord-est de l'Alberta. Les actifs de bitume de Cenovus comprennent Foster Creek, Christina Lake et Narrows Lake, de même que des projets aux premiers stades de la mise en valeur.
- **Deep Basin**, secteur comprenant environ 2,8 millions d'acres nets de terrains, principalement dans les zones d'exploitation Elmore-Wapiti, Kaybob-Edson et Clearwater, riches en gaz naturel et en LGN. Les actifs sont situés en Alberta et en Colombie-Britannique et comprennent des participations dans de nombreuses installations de traitement du gaz naturel.
- **Raffinage et commercialisation**, secteur responsable du transport, de la vente et du raffinage du pétrole brut transformé en pétrole raffiné et en produits chimiques. Cenovus détient, conjointement avec Phillips 66, société américaine non liée cotée en bourse, deux raffineries situées aux États-Unis. De plus, Cenovus possède et exploite un terminal de transport ferroviaire de pétrole brut en Alberta. Le secteur Raffinage et commercialisation coordonne les projets de commercialisation et de transport qu'entreprend Cenovus pour optimiser les gammes de produits, les points de livraison, les engagements de transport et la diversification de la clientèle. La commercialisation du pétrole brut et du gaz naturel provenant du Canada, y compris les ventes de produits physiques réglées aux États-Unis, est considérée comme étant effectuée par une entreprise canadienne. Les achats et les ventes de pétrole brut et de gaz naturel provenant des États-Unis sont affectés aux activités américaines.
- **Activités non sectorielles et éliminations**, secteur comprenant essentiellement les profits et pertes latents comptabilisés sur les instruments financiers dérivés, les profits et pertes à la sortie d'actifs et les frais généraux et frais d'administration, les frais de financement et les frais de recherche liés à l'ensemble des activités de Cenovus. Lorsqu'un instrument financier est réglé, le profit ou la perte réalisé est comptabilisé dans le secteur à présenter auquel se rapporte l'instrument dérivé. Les éliminations comprennent les ajustements au titre de l'usage interne de la production de gaz naturel entre les secteurs, des services de transbordement fournis au secteur Sables bitumineux par le terminal de transport ferroviaire de la société, de la production de pétrole brut utilisée comme charges d'alimentation par le secteur Raffinage et commercialisation et du résultat intersectoriel non réalisé sur les stocks. Les éliminations sont inscrites aux prix de transfert selon les prix en vigueur sur le marché. Le secteur Activités non sectorielles et éliminations est imputé au Canada, hormis le profit ou la perte latent lié à la gestion des risques, qui est imputé au pays de résidence de l'entité effectuant l'opération concernée.

Au 5 janvier 2018, tous les actifs du secteur Hydrocarbures classiques avaient été vendus. Se reporter à la note 7 pour de plus amples renseignements.

Les tableaux qui suivent présentent l'information financière d'abord par secteur et, ensuite, par produit et par emplacement géographique.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

A) Résultats d'exploitation – Informations sectorielles et opérationnelles

Trimestres clos les 30 septembre	Sables bitumineux		Deep Basin		Raffinage et commercialisation	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires						
Chiffre d'affaires brut	2 722	2 992	131	214	2 420	3 126
Moins les redevances	336	275	(4)	11	-	-
	2 386	2 717	135	203	2 420	3 126
Charges						
Marchandises achetées	-	-	-	-	2 042	2 483
Frais de transport et de fluidification	1 249	1 482	20	20	-	-
Charges d'exploitation	227	230	77	103	255	209
Taxes à la production et impôts miniers	-	-	1	-	-	-
(Profit) perte à la gestion des risques	(7)	323	-	7	(3)	(2)
Marge d'exploitation	917	682	37	73	126	436
Amortissement et épuisement	391	374	78	95	65	56
Coûts de prospection	1	2	-	-	-	-
Résultat sectoriel	525	306	(41)	(22)	61	380

Trimestres clos les 30 septembre	Activités non sectorielles et éliminations		Résultat consolidé	
	2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires				
Chiffre d'affaires brut	(205)	(189)	5 068	6 143
Moins les redevances	-	-	332	286
	(205)	(189)	4 736	5 857
Charges				
Marchandises achetées	(164)	(147)	1 878	2 336
Frais de transport et de fluidification	(14)	(8)	1 255	1 494
Charges d'exploitation	(30)	(36)	529	506
Taxes à la production et impôts miniers	-	-	1	-
(Profit) perte à la gestion des risques	10	(250)	-	78
Amortissement et épuisement	24	14	558	539
Coûts de prospection	-	-	1	2
Résultat sectoriel	(31)	238	514	902
Frais généraux et frais d'administration	72	78	72	78
Provisions au titre de contrats déficitaires	(1)	630	(1)	630
Charges financières	138	183	138	183
Produit d'intérêts	(3)	(5)	(3)	(5)
(Profit) perte de change, montant net	88	(182)	88	(182)
Réévaluation du paiement conditionnel	(17)	(83)	(17)	(83)
Frais de recherche	6	4	6	4
(Profit) perte à la sortie d'actifs	3	795	3	795
Autres (produits) charges, montant net	(11)	(11)	(11)	(11)
	275	1 409	275	1 409
Résultat des activités poursuivies avant impôt sur le résultat			239	(507)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat			52	(265)
Résultat net découlant des activités poursuivies			187	(242)

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	Sables bitumineux		Deep Basin		Raffinage et commercialisation	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires						
Chiffre d'affaires brut	8 179	8 646	501	714	7 958	8 135
Moins les redevances	827	512	20	62	-	-
	7 352	8 134	481	652	7 958	8 135
Charges						
Marchandises achetées	-	-	-	-	6 646	6 664
Frais de transport et de fluidification	3 736	4 616	62	72	-	-
Charges d'exploitation	771	789	257	303	698	724
Taxes à la production et impôts miniers	-	-	1	1	-	-
(Profit) perte à la gestion des risques	38	1 465	-	26	(14)	2
Marge d'exploitation	2 807	1 264	161	250	628	745
Amortissement et épuisement	1 127	1 119	247	406	213	165
Coûts de prospection	10	8	-	-	-	-
Résultat sectoriel	1 670	137	(86)	(156)	415	580

Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	Activités non sectorielles et éliminations		Résultat consolidé	
	2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires				
Chiffre d'affaires brut	(448)	(622)	16 190	16 873
Moins les redevances	-	-	847	574
	(448)	(622)	15 343	16 299
Charges				
Marchandises achetées	(278)	(475)	6 368	6 189
Frais de transport et de fluidification	(30)	(15)	3 768	4 673
Charges d'exploitation	(152)	(133)	1 574	1 683
Taxes à la production et impôts miniers	-	-	1	1
(Profit) perte à la gestion des risques	157	(510)	181	983
Amortissement et épuisement	81	43	1 668	1 733
Coûts de prospection	-	-	10	8
Résultat sectoriel	(226)	468	1 773	1 029
Frais généraux et frais d'administration	209	304	209	304
Provisions au titre de contrats déficitaires	(8)	692	(8)	692
Charges financières	376	489	376	489
Produit d'intérêts	(9)	(11)	(9)	(11)
(Profit) perte de change, montant net	(265)	307	(265)	307
Réévaluation du paiement conditionnel	137	411	137	411
Frais de recherche	16	23	16	23
(Profit) perte à la sortie d'actifs	7	794	7	794
Autres (produits) charges, montant net	(4)	(11)	(4)	(11)
	459	2 998	459	2 998
Résultat des activités poursuivies avant impôt sur le résultat			1 314	(1 969)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat			(767)	(403)
Résultat net découlant des activités poursuivies			2 081	(1 566)

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

B) Produits des activités ordinaires par type de produit

Périodes closes les 30 septembre	Trimestres clos en		Périodes de neuf mois closes en	
	2019	2018	2019	2018
En amont				
Pétrole brut	2 412	2 746	7 417	8 229
Gaz naturel	47	64	214	239
LGN	48	95	151	269
Autres	14	15	51	49
Produits raffinés	2 087	2 633	6 202	6 711
Optimisation des marchés	333	493	1 756	1 424
Activités non sectorielles et éliminations	(205)	(189)	(448)	(622)
Produits d'exploitation liés aux activités poursuivies	4 736	5 857	15 343	16 299

C) Information géographique

Périodes closes les 30 septembre	Produits des activités ordinaires			
	Trimestres clos en		Périodes de neuf mois closes en	
	2019	2018	2019	2018
Canada	2 623	3 218	9 077	9 545
États-Unis	2 113	2 639	6 266	6 754
Résultat consolidé	4 736	5 857	15 343	16 299

	Actif non courant ¹⁾	
	30 septembre 2019	31 décembre 2018
Canada	28 331	27 644
États-Unis	4 192	4 175
Résultat consolidé	32 523	31 819

1) Rend compte des actifs de prospection et d'évaluation, des immobilisations corporelles, des actifs au titre de droits d'utilisation, d'autres actifs et du goodwill.

D) Actifs de prospection et d'évaluation, immobilisations corporelles, actifs au titre de droits d'utilisation, goodwill et total de l'actif

	Actifs de prospection et d'évaluation		Immobilisations corporelles		Actifs au titre de droits d'utilisation	
	30 septembre 2019	31 décembre 2018	30 septembre 2019	31 décembre 2018	30 septembre 2019	31 décembre 2018
Sables bitumineux	674	639	21 128	21 646	513	-
Deep Basin	148	146	2 464	2 482	2	-
Raffinage et commercialisation	-	-	4 199	4 284	84	-
Activités non sectorielles et éliminations	-	-	336	286	494	-
Résultat consolidé	822	785	28 127	28 698	1 093	-

	Goodwill		Total de l'actif	
	30 septembre 2019	31 décembre 2018	30 septembre 2019	31 décembre 2018
Sables bitumineux	2 272	2 272	26 010	25 373
Deep Basin	-	-	2 712	2 742
Hydrocarbures classiques (activités abandonnées)	-	-	-	14
Raffinage et commercialisation	-	-	5 694	5 621
Activités non sectorielles et éliminations	-	-	1 363	1 424
Résultat consolidé	2 272	2 272	35 779	35 174

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

E) Dépenses d'investissement¹⁾

Périodes closes les 30 septembre	Trimestres clos en		Périodes de neuf mois closes en	
	2019	2018	2019	2018
Investissement				
Sables bitumineux	152	176	502	718
Deep Basin	14	22	36	193
Raffinage et commercialisation	87	59	214	147
Activités non sectorielles et éliminations	41	14	107	29
	294	271	859	1 087
Acquisition				
Sables bitumineux	-	318	2	318
Deep Basin	-	1	3	8
Raffinage et commercialisation	-	-	4	-
Dépenses d'investissement totales	294	590	868	1 413

1) Comprend les dépenses consacrées aux immobilisations corporelles et aux actifs de prospection et d'évaluation.

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT ET DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Dans les présents états financiers consolidés intermédiaires, tous les montants en dollars sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les symboles « \$ CA » et « \$ » désignent le dollar canadien et le symbole « \$ US » désigne le dollar américain.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») applicables à la préparation des états financiers intermédiaires, notamment l'International Accounting Standard 34 *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), et selon les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul qui ont servi à la préparation des états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018, exception faite de ce qui est mentionné à la note 3 et de l'impôt sur le résultat. L'impôt sur le résultat des périodes intermédiaires est calculé selon le taux d'imposition qui serait applicable au résultat annuel total prévu.

Certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées afin de se conformer à la présentation adoptée pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Certaines informations et informations à fournir dans les notes annexes figurant normalement dans les états financiers consolidés annuels ont été résumées ou fournies pour l'ensemble de l'exercice seulement. Il convient donc de prendre connaissance des états financiers consolidés intermédiaires parallèlement aux états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, lesquels ont été dressés selon les IFRS telles qu'elles ont été publiées par l'IASB.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été approuvés par le comité d'audit le 30 octobre 2019.

3. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

A) Adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*

En date du 1^{er} janvier 2019, la société a adopté IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »). La société a appliqué la nouvelle norme selon l'approche rétrospective modifiée. Cette approche ne requiert pas le retraitement des informations financières de la période précédente, car c'est un effet cumulatif qui est comptabilisé à titre d'ajustement des résultats non distribués d'ouverture, et la norme est ensuite appliquée de manière prospective. Par conséquent, les informations financières comparatives de l'état consolidé de la situation financière et des états consolidés des résultats, du résultat global, et des variations des capitaux propres ainsi que du tableau des flux de trésorerie de la société n'ont pas été retraitées.

Au moment de l'adoption de la norme, la direction a choisi d'utiliser les mesures de simplification permises énumérées ci-après :

- Appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires;
- Comptabiliser les contrats de location dont la durée à courir est inférieure à douze mois au 1^{er} janvier 2019 comme s'il s'agissait de contrats de location à court terme;
- Comptabiliser en charges les paiements de loyers et ne pas comptabiliser d'actif au titre de droits d'utilisation à l'égard des contrats dont le bien sous-jacent est de faible valeur (moins de 5 000 \$ US);
- Utiliser des connaissances acquises *a posteriori* pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation;
- Comptabiliser les composantes locatives et les composantes non locatives comme une seule composante, de nature locative, pour les obligations locatives se rapportant aux réservoirs de stockage;
- Utiliser l'évaluation de la dépréciation effectuée précédemment par Cenovus conformément à IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* (« IAS 37 »), pour les contrats déficitaires au lieu de soumettre l'actif au titre de droits d'utilisation à un nouveau test de dépréciation au 1^{er} janvier 2019.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

L'incidence de l'adoption d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 est la suivante :

	Notes	Montants présentés au 31 décembre 2018	Ajustements	Solde à l'adoption au 1 ^{er} janvier 2019
Actif				
Comptes débiteurs et produits à recevoir	iv	1 238	2	1 240
Immobilisations corporelles, montant net	v	28 698	(3)	28 695
Actifs au titre de droits d'utilisation, montant net	ii	-	1 491	
	iii	-	(585)	
	iv	-	(16)	
	v	-	3	893
Autres actifs	iv	64	14	78
Passif et capitaux propres				
Partie courante des obligations locatives	i	-	(128)	(128)
Partie courante des provisions au titre de contrat déficitaire	iii	(50)	37	(13)
Partie non courante des obligations locatives	i	-	(1 363)	
	v	-	(3)	(1 366)
Partie non courante des provisions au titre de contrat déficitaire	iii	(613)	548	(65)
Autres passifs	v	(158)	3	(155)
Total		29 179	-	29 179

Notes :

i) Obligations locatives

À l'adoption d'IFRS 16, la société a comptabilisé les obligations locatives au titre des contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location simple selon les principes exposés dans IAS 17, *Contrats de location* (« IAS 17 »). Selon les dispositions de la nouvelle norme, ces contrats de location ont été évalués à la valeur actualisée des paiements de loyers résiduels, calculée à l'aide de nos taux d'emprunt marginaux au 1^{er} janvier 2019. Les taux d'emprunt marginaux au 1^{er} janvier 2019 vont de 4,0 % à 5,7 %. Les contrats de location dont la durée résiduelle est inférieure à 12 mois et ceux visant des actifs de faible valeur sont exclus. Des obligations locatives d'un total de 1,5 G\$ ont été comptabilisées au 1^{er} janvier 2019, dont 128 M\$ représentent la partie courante.

ii) Actifs au titre de droits d'utilisation

Les actifs au titre de droits d'utilisation connexes ont été évalués au montant correspondant à l'obligation locative au 1^{er} janvier 2019, déduction faite de tout montant déjà comptabilisé aux termes d'IAS 37 à l'égard des provisions au titre de contrats déficitaires, sans incidence sur les résultats non distribués.

iii) Provisions au titre de contrats déficitaires

À l'adoption initiale, la direction a appliqué la mesure de simplification afin d'utiliser l'évaluation précédente de la société conformément à IAS 37 à l'égard des contrats déficitaires. Cette mesure a donné lieu à une diminution de 585 M\$ des provisions au titre de contrats déficitaires au 31 décembre 2018.

iv) Contrats de sous-location

À la date de transition, la société a réévalué le classement de ses contrats de sous-location précédemment classés comme contrats de location simple conformément à IAS 17. La société ayant conclu que certains de ces contrats de sous-location correspondaient à des contrats de location-financement conformément à IFRS 16, elle a comptabilisé 16 M\$ à titre d'investissement net dans les contrats de location-financement à l'adoption d'IFRS 16, dont 2 M\$ représentent la partie courante.

v) Reclassement des contrats de location-financement déjà comptabilisés

Les contrats de location comptabilisés à titre de contrats de location-financement conformément à IAS 17 ont été reclassés des immobilisations corporelles et des autres passifs dans les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives, respectivement.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

vi) Rapprochement des engagements et de l'obligation locative

Le tableau ci-après présente un rapprochement des engagements au 31 décembre 2018 et des obligations locatives de la société au 1^{er} janvier 2019.

	Total
Transport et entreposage	23 341
Immobilier	1 831
Engagements en capital	24
Autres engagements à long terme	490
Engagements au 31 décembre 2018	25 686
Déduire :	
Composantes non locatives	(1 143)
Ententes non assorties d'un contrat de location	(22 811)
Contrats de location visant des actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés	(507)
Contrats de location à court terme	(8)
Ajouter :	
Provision déjà comptabilisée conformément à IAS 37	1 064
Obligations au titre de contrats de location-financement conformément à IAS 17	4
Engagements aux termes des obligations locatives au 31 décembre 2018	2 285
Incidence de l'actualisation	(791)
Obligation locative au 1^{er} janvier 2019	1 494

B) Mises à jour des principales méthodes comptables

Contrats de location

La société a appliqué l'approche rétrospective modifiée à l'adoption d'IFRS 16; ainsi, l'information comparative présentée continue d'être comptabilisée selon les précédentes méthodes comptables de la société figurant dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

La méthode comptable suivante s'applique à compter du 1^{er} janvier 2019 :

La société évalue si un contrat est un contrat de location en déterminant s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif sous-jacent pour un certain temps moyennant une contrepartie. La société répartit la contrepartie prévue au contrat entre chaque composante locative selon son prix distinct relatif. Par contre, pour les contrats de location visant les réservoirs de stockage, la société a choisi de ne pas distinguer les composantes non locatives.

En tant que preneur

Les contrats de location sont comptabilisés comme actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives correspondantes à la date à laquelle les actifs loués sont prêts à être utilisés par la société. Les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location sont évalués initialement à leur valeur actuelle. Les obligations locatives rendent compte de la valeur actuelle nette des paiements fixes, des paiements de loyers variables qui reposent sur un indice ou un taux, des montants attendus du preneur aux termes des garanties de valeur résiduelle, du prix d'exercice des options d'achat si ce preneur est raisonnablement certain d'exercer l'option et des paiements de pénalités découlant de la résiliation du contrat de location moins toute incitation à la prise à bail à recevoir. Ces paiements sont actualisés selon le taux d'emprunt marginal de la société lorsque le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être obtenu facilement. La société applique un seul taux d'actualisation à un portefeuille de contrats de location ayant des caractéristiques raisonnablement similaires.

Les paiements de loyers sont répartis entre le passif et les charges financières. Les charges financières sont portées au résultat net sur la durée du contrat de location.

L'obligation locative est évaluée au coût amorti par application de la méthode du taux d'intérêt effectif. Elle est réévaluée à la survenance d'un changement des paiements de loyers futurs découlant d'une variation d'un indice ou d'un taux, d'un changement dans le montant prévu être versé aux termes d'une garantie de valeur résiduelle ou si la société change son évaluation, à savoir si elle exercera une option d'achat, de prolongation ou de résiliation à l'égard de laquelle la société a un contrôle.

Lorsque l'obligation locative est réévaluée, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre de droits d'utilisation ou est comptabilisé à l'état consolidé des résultats si la valeur comptable de l'actif au titre de droits d'utilisation a été réduite à zéro.

L'actif au titre de droits d'utilisation est initialement évalué au coût, lequel comprend le montant initial de l'obligation locative ajusté pour tout coût direct initial et une estimation des coûts de démantèlement et de retrait de l'actif sous-jacent ou de restauration de l'actif sous-jacent ou du site sur lequel est situé l'actif moins tout paiement de loyer effectué au plus tard à la date d'entrée en vigueur.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

L'actif au titre de droits d'utilisation est amorti selon le mode linéaire sur sa durée d'utilité estimative ou sur la durée du contrat de location si elle est inférieure. L'actif au titre de droits d'utilisation peut être ajusté dans le cadre de certaines réévaluations de l'obligation locative et des pertes de valeur.

Les contrats de location dont la durée à courir est inférieure à douze mois ou ceux dont l'actif sous-jacent est de faible valeur sont comptabilisés à l'état consolidé des résultats selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Une modification à un contrat de location sera comptabilisée à titre de contrat de location distinct si la modification élargit l'étendue du contrat de location et si la contrepartie prévue au contrat de location augmente d'un montant proportionné au prix distinct du droit d'utilisation ajouté. Dans le cas où la modification de contrat de location n'est pas traitée comme un contrat de location distinct ou lorsque la contrepartie n'augmente pas d'un montant proportionné, à la date d'entrée en vigueur de la modification, la société réévaluera l'obligation locative en utilisant son taux d'emprunt marginal, si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être obtenu facilement, en apportant un ajustement correspondant à l'actif au titre de droits d'utilisation. Une modification qui réduit l'étendue du contrat de location sera comptabilisée en réduisant la valeur comptable de l'actif au titre de droits d'utilisation et en constatant un profit ou une perte dans le résultat net qui rend compte de la diminution proportionnelle de l'étendue.

En tant que bailleur

En tant que bailleur, la société détermine, à l'établissement du contrat, s'il s'agit d'un contrat de location-financement ou d'un contrat de location simple. Les contrats de location selon lesquels la société transfère la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent sont classés comme contrats de location-financement. Aux termes d'un contrat de location-financement, la société comptabilise des débiteurs à un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location, lequel correspond à la valeur actuelle des paiements de loyers à recevoir du preneur. Si la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ne sont pas transférés, le contrat de location est classé à titre de contrat de location simple. La société comptabilise en produits les paiements de loyers reçus aux termes de contrats de location simple selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location à titre d'autres produits.

Lorsque la société agit en tant que bailleur intermédiaire, elle comptabilise de manière distincte son droit dans le contrat de location principal et le contrat de sous-location. Elle évalue le classement des contrats de location d'un contrat de sous-location d'après l'actif au titre de droits d'utilisation relativement au contrat de location principal, et non d'après les actifs sous-jacents. Si le contrat de location principal correspond à un contrat à court terme à l'égard duquel la société applique l'exception concernant la comptabilisation des contrats de location, le contrat de sous-location est classé à titre de contrat de location simple.

C) Jugements comptables d'importance critique et principales sources d'incertitude relative aux estimations

Jugements critiques dans la détermination de la durée du contrat de location

Pour déterminer la durée d'un contrat de location, la direction tient compte de l'ensemble des faits et circonstances pouvant donner lieu à un avantage économique à exercer une option de prolongation ou à ne pas exercer une option de résiliation. L'évaluation est revue si la survenance d'un événement important ou d'un changement de circonstance significative a une incidence sur cette évaluation.

4. CHARGES FINANCIÈRES

Périodes closes les 30 septembre	Trimestres clos en		Périodes de neuf mois closes en	
	2019	2018	2019	2018
Charge d'intérêts – Emprunts à court terme et dette à long terme	97	133	317	395
(Escompte net) prime nette au remboursement de la dette à long terme (note 15)	-	27	(64)	27
Charge d'intérêts – Obligations locatives (note 16)	20	-	59	-
Désactualisation des passifs relatifs au démantèlement (note 19)	15	15	43	46
Autres	6	8	21	21
	138	183	376	489

5. (PROFIT) PERTE DE CHANGE, MONTANT NET

Périodes closes les 30 septembre	Trimestres clos en		Périodes de neuf mois closes en	
	2019	2018	2019	2018
(Profit) perte de change latent à la conversion des éléments suivants :				
Titres d'emprunt libellés en dollars US et émis au Canada	86	(171)	(542)	306
Autres	2	(25)	(18)	(7)
(Profit) perte de change latent	88	(196)	(560)	299
(Profit) perte de change réalisé	-	14	295	8
	88	(182)	(265)	307

6. CHARGES DE DÉPRÉCIATION ET REPRISES**A) Dépréciation des unités génératrices de trésorerie**

La société évalue les unités génératrices de trésorerie (« UGT ») chaque trimestre, ou lorsque les événements et les circonstances indiquent que leur valeur comptable peut être supérieure à leur valeur recouvrable, en vue de déterminer s'il y a des indications de dépréciation.

Dépréciations des activités en amont en 2019

Au 30 septembre 2019, les prix à terme du gaz naturel ont diminué d'environ 15 % depuis que la société a soumis ses UGT en amont à des tests de dépréciation au 31 décembre 2018. Par conséquent, la société a soumis à des tests de dépréciation les UGT en amont présentant des réserves de gaz naturel. Il n'existait aucun indice de dépréciation du goodwill ou des UGT de la société au 30 septembre 2019.

Principales hypothèses

Au 30 septembre 2019, les valeurs recouvrables (niveau 3) des UGT en amont de Cenovus ont été déterminées en fonction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie ou d'une évaluation de transactions portant sur des actifs comparables. Les principales hypothèses entrant dans la détermination des flux de trésorerie futurs qui seront tirés des réserves sont les prix du pétrole brut et du gaz naturel, les coûts de mise en valeur et le taux d'actualisation. Toutes les réserves ont été évaluées au 31 décembre 2018 par des évaluateurs de réserves indépendants agréés.

Aux fins des tests de dépréciation, le goodwill est réparti à l'UGT à laquelle il se rapporte.

Prix du pétrole brut, des LGN et du gaz naturel

Les prix à terme au 30 septembre 2019 utilisés pour déterminer les flux de trésorerie futurs générés par les réserves de pétrole brut, de LGN et de gaz naturel sont les suivants :

	Reste de 2019	2020	2021	2022	2023	Hausse moyenne annuelle par la suite
WTI (\$ US/baril) ¹⁾	56,33	61,00	64,60	67,13	68,88	2,0 %
WCS (\$ CA/baril) ²⁾	57,14	59,32	62,40	64,19	66,09	2,1 %
Edmonton C5+ (\$ CA/baril)	70,67	76,11	79,72	81,95	84,29	2,0 %
AECO (\$ CA/kpi ³⁾) ⁴⁾	1,69	1,85	2,26	2,60	2,70	2,1 %

1) West Texas Intermediate (« WTI »).

2) Western Canadian Select (« WCS »).

3) Gaz naturel de l'Alberta Energy Company (« AECO »).

4) Selon une puissance calorifique hypothétique de un million de Btu (unités thermiques britanniques) par millier de pieds cubes de gaz.

Taux d'actualisation et d'inflation

Les évaluations des flux de trésorerie futurs actualisés sont faites selon un taux d'actualisation entre 10 % et 15 % en fonction des caractéristiques individuelles des UGT considérées et d'autres facteurs économiques et opérationnels. Le taux d'inflation est estimé à 2 %.

Dépréciations des activités en amont en 2018

Au 30 septembre 2018, la valeur comptable de l'actif net de la société était supérieure à sa capitalisation boursière et les prix à terme du gaz naturel ont encore diminué depuis que la société a soumis ses UGT en amont à des tests de dépréciation au 30 juin 2018. Par conséquent, la société a soumis à des tests de dépréciation ses actifs en amont. Il n'existait aucun indice de dépréciation du goodwill ou des UGT de la société au 30 septembre 2018.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

Au 31 mars 2018, la société a soumis ses UGT en amont à des tests de dépréciation et elle a établi que la valeur comptable de l'UGT Clearwater était supérieure à sa valeur recouvrable, donnant lieu à une perte de valeur de 100 M\$. La perte de valeur a été comptabilisée à titre d'amortissement et d'épuisement supplémentaires du secteur Deep Basin. Les flux de trésorerie futurs de l'UGT ont diminué en raison de la baisse des prix à terme du gaz naturel. Au 31 mars 2018, la valeur recouvrable de l'UGT Clearwater a été établie à environ 322 M\$.

Principales hypothèses

Au 30 septembre 2018, les valeurs recouvrables des UGT en amont de Cenovus ont été déterminées en fonction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie ou d'une évaluation de transactions portant sur des actifs comparables (niveau 3). Les principales hypothèses entrant dans la détermination des flux de trésorerie futurs qui seront tirés des réserves sont les prix du pétrole brut et du gaz naturel, les coûts de mise en valeur et le taux d'actualisation. Toutes les réserves ont été évaluées au 31 décembre 2017 par des évaluateurs de réserves indépendants agréés.

Aux fins des tests de dépréciation, le goodwill est réparti à l'UGT à laquelle il se rapporte.

Prix du pétrole brut, des LGN et du gaz naturel

Les prix à terme au 30 septembre 2018 utilisés pour déterminer les flux de trésorerie futurs générés par les réserves de pétrole brut, de LGN et de gaz naturel sont les suivants :

	Reste de 2018	2019	2020	2021	2022	Hausse moyenne annuelle par la suite
WTI (\$ US/baril)	73,00	72,00	71,33	72,07	73,71	2,0 %
WCS (\$ CA/baril)	58,68	65,25	67,49	68,91	70,22	2,1 %
Edmonton C5+ (\$ CA/baril)	88,12	88,15	88,07	86,53	87,64	2,0 %
AECO (\$ CA/kpi ³)	1,91	2,08	2,47	2,84	3,05	2,1 %

Taux d'actualisation et d'inflation

Les évaluations des flux de trésorerie futurs actualisés sont faites selon un taux d'actualisation entre 10 % et 15 % en fonction des caractéristiques individuelles des UGT considérées et d'autres facteurs économiques et opérationnels. Le taux d'inflation est estimé à 2 %.

B) Dépréciations des actifs et réductions de valeur

Actifs de prospection et d'évaluation

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, 10 M\$ de coûts de prospection et d'évaluation déjà incorporés ont été radiés, car il a été établi que la valeur comptable n'était pas recouvrable; cette réduction de valeur a été comptabilisée à titre de coûts de prospection dans le secteur Sables bitumineux.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, 8 M\$ de coûts de prospection et d'évaluation déjà incorporés ont été radiés; cette réduction de valeur a été comptabilisée à titre de coûts de prospection dans le secteur Sables bitumineux.

Immobilisations corporelles, montant net

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, la société a comptabilisé une perte de valeur de 17 M\$ relativement au secteur Sables bitumineux au titre d'un bien de gaz naturel dont la valeur a été ramenée à sa valeur recouvrable. En outre, 8 M\$ au titre d'améliorations locatives ont été radiés. Ces pertes de valeur ont été comptabilisées à titre d'amortissement et d'épuisement supplémentaires des secteurs Sables bitumineux et Activités non sectorielles et éliminations.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, la société a comptabilisé une perte de valeur de 7 M\$ relativement au secteur Sables bitumineux au titre des actifs liés aux technologies de l'information dont la valeur a été ramenée à leur valeur recouvrable. Cette réduction de valeur a été comptabilisée à titre d'amortissement et d'épuisement supplémentaires du secteur Activités non sectorielles et éliminations.

7. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

A) Résultat des activités abandonnées

En 2017, la société annonçait son intention de se départir de son secteur Hydrocarbures classiques. Le secteur Hydrocarbures classiques comprenait notamment les actifs de pétrole lourd de la société à Pelican Lake, le projet de récupération assistée des hydrocarbures au dioxyde de carbone de Weyburn et le pétrole brut classique, les actifs de LGN et de gaz naturel des zones Suffield et Palliser dans le sud de l'Alberta. Les résultats d'exploitation du secteur Hydrocarbures classiques ont été présentés à titre d'activités abandonnées. Exception faite des actifs Suffield, les actifs du secteur Hydrocarbures classiques ont été vendus avant le 31 décembre 2017.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

Le 5 janvier 2018, la société a conclu la vente de ses actifs de pétrole brut et de gaz naturel à Suffield, dans le sud de l'Alberta, pour un produit en trésorerie de 512 M\$, avant les ajustements de clôture. La convention comprend un rajustement du coût d'acquisition différé qui donnerait à Cenovus la possibilité de tirer avantage d'ajustements du coût d'acquisition d'au plus 36 M\$ si les prix moyens du pétrole brut et du gaz naturel satisfont à certains seuils au cours des deux années suivant la clôture de la sortie.

Le rajustement du coût d'acquisition différé constitue une convention de deux ans à compter de la clôture de la vente. Aux termes de la convention d'achat et de vente, Cenovus a droit à des versements en espèces pour chaque mois au cours duquel le cours quotidien moyen du WTI est supérieur à 55 \$ US le baril ou si le cours du gaz naturel au carrefour Henry est supérieur à 3,50 \$ US le million d'unités thermiques britanniques. Les versements en espèces mensuels sont plafonnés respectivement à 375 000 \$ et à 1,125 M\$ pour le pétrole brut et le gaz naturel. Le rajustement du coût d'acquisition différé sera comptabilisé à titre d'option financière et sa juste valeur sera établie chaque date de présentation de l'information financière. La juste valeur du rajustement du coût d'acquisition différé à la date de clôture s'établissait à 7 M\$.

Le tableau suivant présente le résultat des activités abandonnées, y compris les sorties d'actifs :

Périodes closes les 30 septembre 2018	Trimestre clos	Période de neuf mois close
Produits des activités ordinaires		
Chiffre d'affaires brut	-	15
Moins les redevances	1	2
	(1)	13
Charges		
Frais de transport et de fluidification	-	1
Charges d'exploitation	(2)	(29)
Taxes à la production et impôts miniers	-	1
Marge d'exploitation	1	40
Charges financières	1	1
Résultat découlant des activités abandonnées, avant impôt	-	39
Charge (produit) d'impôt différé	1	11
Résultat des activités abandonnées après impôt	(1)	28
Profit (perte) sur les activités abandonnées après impôt¹⁾	2	225
Résultat net des activités abandonnées	1	253

1) Déduction faite d'une charge d'impôt différé de néant et de 83 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, respectivement.

B) Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées

Périodes closes les 30 septembre 2018	Trimestre clos	Période de neuf mois close
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1	39
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(5)	409
Flux de trésorerie nets	(4)	448

8. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat s'établit comme suit :

Périodes closes les 30 septembre	Trimestres clos en		Périodes de neuf mois closes en	
	2019	2018	2019	2018
Impôt exigible				
Canada	10	(15)	22	(108)
États-Unis	(4)	5	1	9
Total de la charge (du produit) d'impôt exigible	6	(10)	23	(99)
Charge (produit) d'impôt différé	46	(255)	(790)	(304)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat des activités poursuivies	52	(265)	(767)	(403)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, une charge d'impôt exigible a été comptabilisée au titre des activités courantes, déduction faite des pertes de l'exercice précédent. Un produit d'impôt exigible a été comptabilisé en 2018 en raison d'un report rétrospectif de pertes subies au cours des exercices antérieurs.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

En 2019, le gouvernement de l'Alberta a adopté une réduction du taux d'imposition provincial des sociétés, qui passera de 12 % à 8 % sur quatre ans. Par conséquent, la société a comptabilisé un produit d'impôt différé de 663 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019. De plus, Cenovus a comptabilisé un produit d'impôt différé de 387 M\$ par suite de la restructuration interne de ses activités aux États-Unis, ce qui a donné lieu à une augmentation de la base fiscale des actifs de raffinage de la société.

9. MONTANTS PAR ACTION

A) Résultat net par action – de base et dilué

Périodes closes les 30 septembre	Trimestres clos en		Périodes de neuf mois closes en	
	2019	2018	2019	2018
Résultat découlant des éléments suivants :				
Activités poursuivies	187	(242)	2 081	(1 566)
Activités abandonnées	-	1	-	253
Résultat net	187	(241)	2 081	(1 313)
De base – nombre moyen pondéré d'actions (en millions)	1 228,8	1 228,8	1 228,8	1 228,8
Effet dilutif des DRN de Cenovus¹⁾	0,6	0,5	0,5	0,4
Nombre moyen pondéré d'actions, après dilution	1 229,4	1 229,3	1 229,3	1 229,2
Résultat de base et dilué par action découlant des éléments suivants : (\$)				
Activités poursuivies	0,15	(0,20)	1,69	(1,27)
Activités abandonnées	-	-	-	0,21
Résultat net par action	0,15	(0,20)	1,69	(1,06)

1) Droits de règlement net (« DRN »).

B) Dividendes par action

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, les dividendes versés par la société se sont chiffrés à 183 M\$, soit 0,15 \$ par action (183 M\$, soit 0,15 \$ par action, pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018). Le 2 octobre 2019, la société a annoncé une hausse de 25 % du dividende, qui passera à 0,0625 \$ par action pour le quatrième trimestre de 2019 et sera payable le 31 décembre 2019 aux détenteurs d'actions ordinaires inscrits le 13 décembre 2019.

10. STOCKS

En raison du recul des prix des produits raffinés, Cenovus a comptabilisé une réduction de valeur de 16 M\$ de ses stocks de produits, le montant inscrit étant ramené du coût à la valeur nette de réalisation au 30 septembre 2019.

11. ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION

	Total
31 décembre 2018	785
Entrées d'actifs	40
Coûts de prospection (note 6)	(10)
Variation des passifs relatifs au démantèlement	6
Variation des cours de change et autres	1
30 septembre 2019	822

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES, MONTANT NET

	Actifs en amont				Total
	Mise en valeur et production	Autres actifs en amont	Matériel de raffinage	Autres ¹⁾	
COÛT					
1 ^{er} janvier 2019 (note 3)	28 046	333	5 628	1 213	35 220
Entrées d'actifs	503	-	178	147	828
Variation des passifs relatifs au démantèlement	300	-	9	2	311
Variation des cours de change et autres	(6)	-	(175)	1	(180)
Sorties d'actifs	(10)	-	-	-	(10)
30 septembre 2019	28 833	333	5 640	1 363	36 169
AMORTISSEMENT ET ÉPUISEMENT CUMULÉS					
1 ^{er} janvier 2019 (note 3)	3 918	333	1 441	833	6 525
Amortissements et épuiement	1 293	-	184	54	1 531
Pertes de valeur (note 6)	17	-	-	8	25
Variation des cours de change et autres	13	-	(52)	-	(39)
30 septembre 2019	5 241	333	1 573	895	8 042
VALEUR COMPTABLE					
1 ^{er} janvier 2019 (note 3)	24 128	-	4 187	380	28 695
30 septembre 2019	23 592	-	4 067	468	28 127

1) Comprend le terminal de transport ferroviaire de pétrole brut, le mobilier de bureau, les agencements, les améliorations locatives, les technologies de l'information et les aéronefs.

13. ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION, MONTANT NET

	Immobilier	Wagons et barges	Actifs de stockage ¹⁾	Matériel de raffinage		Autres	Total
COÛT							
1 ^{er} janvier 2019 (note 3)	517	63	292	13	9		894
Entrées d'actifs	10	311	13	-	2		336
Résiliations	-	-	(11)	-	-		(11)
Reclassements	(8)	-	-	-	-		(8)
Variation des cours de change et autres	1	-	(4)	(3)	(1)		(7)
30 septembre 2019	520	374	290	10	10		1 204
AMORTISSEMENT CUMULÉ							
1 ^{er} janvier 2019 (note 3)	-	-	-	1	-		1
Amortissement	22	29	53	1	3		108
Pertes de valeur	4	-	-	-	-		4
Résiliations	-	-	(1)	-	-		(1)
Variation des cours de change et autres	-	-	-	-	(1)		(1)
30 septembre 2019	26	29	52	2	2		111
VALEUR COMPTABLE							
1 ^{er} janvier 2019 (note 3)	517	63	292	12	9		893
30 septembre 2019	494	345	238	8	8		1 093

1) Les actifs de stockage comprennent les cavités et les réservoirs.

14. AUTRES ACTIFS

	30 septembre 2019	1 ^{er} janvier 2019 ¹⁾
Immobilisations incorporelles	104	6
Placements en titres de capitaux propres (note 24)	41	38
Investissement net dans des contrats de location-financement	29	14
Créances à long terme	27	12
Montants payés d'avance	6	8
Autres	2	-
	209	78

1) Voir la note 3.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2019, Cenovus a conclu une convention aux termes de laquelle la société agit à titre d'expéditeur pour la capacité faisant l'objet d'engagements fermes d'un contrat de services de transport pipelinier d'un tiers. Les droits ont été comptabilisés au coût dans les immobilisations incorporelles et seront amortis sur la durée du contrat, qui est d'environ dix ans.

15. DETTE À LONG TERME ET STRUCTURE FINANCIÈRE

	Notes	30 septembre 2019	31 décembre 2018
Emprunts à terme renouvelables ¹⁾	A	-	-
Effets non garantis libellés en dollars américains	B	7 298	9 241
Capital total de la dette		7 298	9 241
Escomptes et coûts de transaction liés à la dette		(59)	(77)
Dettes à long terme		7 239	9 164
Moins la partie courante		662	682
Partie non courante		6 577	8 482

1) L'emprunt à terme renouvelable peut comprendre des acceptations bancaires, des emprunts contractés au TIOL, des emprunts au taux préférentiel et des emprunts au taux de base américain.

A) Emprunt à terme renouvelable

Le 23 octobre 2019, la société a prorogé la date d'échéance de la tranche de 1,2 G\$ de sa facilité de crédit engagée, la reportant du 30 novembre 2021 au 30 novembre 2022, ainsi que la date d'échéance de la tranche de 3,3 G\$ de sa facilité de crédit engagée, la reportant du 30 novembre 2022 au 30 novembre 2023.

Au 30 septembre 2019, la société respectait toutes les conditions de ses accords de dette.

B) Billets non garantis

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, la société a versé 1 201 M\$ US aux fins du remboursement d'une tranche de ses effets non garantis d'un capital de 1 263 M\$ US. Un profit au remboursement de 64 M\$ CA a été comptabilisé dans les charges financières.

Le solde des montants du capital des effets non garantis de la société s'établit comme suit :

30 septembre 2019	Montant du capital en \$ US
5,70 %, échéant le 15 octobre 2019	500
3,00 %, échéant le 15 août 2022	500
3,80 %, échéant le 15 septembre 2023	450
4,25 %, échéant le 15 avril 2027	962
5,25 %, échéant le 15 juin 2037	641
6,75 %, échéant le 15 novembre 2039	1 400
4,45 %, échéant le 15 septembre 2042	168
5,20 %, échéant le 15 septembre 2043	58
5,40 %, échéant le 15 juin 2047	832
	5 511

Après le 30 septembre 2019, la société a remboursé, intégralement et à l'échéance, les effets non garantis à 5,70 %, dont le solde du capital s'établissait à 500 M\$ US. En outre, la société a remboursé un montant supplémentaire de 13 M\$ US sur ses effets non garantis à 4,45 % échéant le 15 septembre 2042 pour un montant en trésorerie de 13 M\$ US.

Le 19 septembre 2019, Cenovus a déposé un prospectus préalable de base qui lui permet d'émettre à l'occasion, au Canada, aux États-Unis ou ailleurs, là où la loi l'autorise, des titres d'emprunt, des actions ordinaires, des actions préférentielles, des reçus de souscription, des bons de souscription, des contrats d'achat d'actions et des unités, d'un montant pouvant aller jusqu'à 5,0 G\$ US ou l'équivalent dans d'autres devises. Le prospectus préalable de base permet également à ConocoPhillips Company et à certaines de ses filiales (collectivement, « ConocoPhillips ») d'offrir, si elles le souhaitent, les actions ordinaires qu'elles ont acquises dans le cadre de l'acquisition par Cenovus de la participation de 50 % que ConocoPhillips détenait dans FCCL et de la majorité de ses actifs de pétrole brut conventionnel et de gaz naturel situés dans l'Ouest canadien (l'« acquisition »). Le prospectus préalable de base est en vigueur jusqu'en octobre 2021 et remplace le prospectus préalable de base de 7,5 G\$ US de la société, qui aurait expiré en novembre 2019. Les émissions effectuées aux termes du prospectus sont assujetties aux conditions du marché.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

C) Structure financière

Les objectifs ciblés par Cenovus pour sa structure financière n'ont pas changé par rapport aux périodes précédentes. La structure financière de Cenovus se compose des capitaux propres et de la dette nette. La dette nette comprend les emprunts à court terme et la partie courante et non courante de la dette à long terme de la société, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Cenovus mène ses activités et prend des décisions à leur égard conformément à celles d'une société ayant une cote de solvabilité élevée. Les objectifs de la société en matière de gestion de sa structure financière visent à maintenir une souplesse financière, à préserver son accès aux marchés des capitaux, à s'assurer d'être en mesure de financer la croissance générée en interne et à financer les acquisitions potentielles tout en maintenant sa capacité à remplir ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance.

Cenovus surveille sa structure financière et ses besoins de financement à l'aide notamment de mesures financières non conformes aux PCGR, soit le ratio dette/bénéfice ajusté avant intérêts, impôt et amortissement ajusté (« BAIIA ajusté ») et le ratio dette/capitaux permanents. Ces ratios sont des mesures de la santé financière générale de la société et sont utilisés pour gérer son endettement global.

À long terme, Cenovus cible un ratio dette nette/BAIIA ajusté inférieur à 2,0 x. À divers points du cycle économique, Cenovus s'attend à ce que ces ratios soient parfois en dehors de ces intervalles cibles. Cenovus gère également son ratio dette nette/capitaux permanents afin d'assurer la conformité aux clauses restrictives correspondantes, telles qu'elles sont définies dans sa facilité de crédit engagée.

Ratio dette nette/BAIIA ajusté¹⁾

	30 septembre 2019	31 décembre 2018
Partie courante de la dette à long terme	662	682
Dette à long terme	6 577	8 482
Moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(437)	(781)
Dette nette	6 802	8 383
Résultat net	725	(2 669)
Ajouter (déduire) :		
Charges financières	514	628
Produit d'intérêts	(17)	(19)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	(1 378)	(920)
Amortissement et épuisement	2 066	2 131
Réduction de valeur des actifs de prospection et d'évaluation	2 125	2 123
(Profit) perte latent lié à la gestion des risques	(584)	(1 249)
(Profit) perte de change, montant net	282	854
Réévaluation du paiement conditionnel	(224)	50
(Profit) perte sur les activités abandonnées	7	(301)
(Profit) perte à la sortie d'actifs	8	795
Autres (produits) charges, montant net	(5)	(12)
BAIIA ajusté ²⁾	3 519	1 411
	1,9x	5,9x

Ratio dette nette/BAIIA ajusté

1) IFRS 16 a été adoptée au 1^{er} janvier 2019 par l'application de l'approche rétrospective modifiée; par conséquent, l'information comparative n'a pas été retraitée.

2) Calculé sur les douze derniers mois. Rend compte des activités abandonnées.

Ratio dette nette/capitaux permanents

	30 septembre 2019	31 décembre 2018
Dette nette	6 802	8 383
Capitaux propres	19 227	17 468
	26 029	25 851
Ratio dette nette/capitaux permanents	26 %	32 %

Aux termes de sa facilité de crédit engagée, la société est tenue de conserver un ratio dette/capitaux permanents, tel qu'il est défini dans la convention, ne dépassant pas 65 %. Le ratio de la société est nettement en deçà de cette limite.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

16. OBLIGATIONS LOCATIVES

	Total
1 ^{er} janvier 2019 (note 3)	1 494
Entrées d'actifs	311
Charge d'intérêts (note 4)	59
Paievements de loyers	(167)
Résiliations	(11)
Variation des cours de change et autres	(7)
30 septembre 2019	1 679
Moins la partie courante	169
Partie non courante	1 510

La société a des obligations locatives visant des locaux à bureaux, des wagons, des barges, des réservoirs de stockage, des cavités, des appareils de forage et autre matériel de raffinage et mobile. La durée des contrats de location est négociée pour chaque contrat et est assortie d'un large éventail de modalités. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, les taux d'actualisation s'établissaient entre 2,8 % et 5,7 %, selon la durée du contrat de location.

Périodes closes les 30 septembre 2019	Trimestre	Période de neuf mois
Paievements de loyers variables	5	15
Paievements de loyers à court terme	3	10

La société a des paievements de loyers variables attribuables à des impôts fonciers visant des contrats liés à des biens immobiliers. Les contrats de location à court terme sont des contrats de location dont la durée est d'au plus douze mois.

La société a tenu compte des options de prolongation dans le calcul des obligations locatives, en vertu desquelles elle a le droit de prolonger la durée d'un contrat de location, à son gré, et qu'elle estime qu'il est raisonnablement assuré qu'elle exerce l'option de prolongation. La société n'a prévu aucune option de résiliation significative et les montants résiduels ne sont pas importants.

Les sorties de trésorerie non actualisées liées aux obligations locatives s'établissaient comme suit :

30 septembre 2019	Total
Moins de 1 an	242
De 2 à 3 ans	404
De 4 à 5 ans	357
Par la suite	1 460
Total¹⁾	2 463

1) Comprend le capital et les intérêts.

17. PAIEMENT CONDITIONNEL

	Total
31 décembre 2018	132
Réévaluation ¹⁾	137
Paievements réglés ou à régler	(139)
30 septembre 2019	130
Moins la partie courante	64
Partie non courante	66

1) Le paiement conditionnel est comptabilisé à la juste valeur. Les variations de la juste valeur sont constatées en résultat net.

Dans le cadre de l'acquisition effectuée auprès de ConocoPhillips, Cenovus a convenu d'effectuer certains paievements trimestriels à ConocoPhillips durant cinq ans après le 17 mai 2017 pour les trimestres durant lesquels le prix moyen du pétrole brut du WCS dépasse 52,00 \$ le baril durant le trimestre en question. Le paiement trimestriel s'établira à 6 M\$ pour chaque dollar du prix du WCS dépassant 52,00 \$ le baril. Le calcul comporte un mécanisme d'ajustement tenant compte de certaines interruptions de production importantes à Foster Creek et à Christina Lake, qui pourra réduire le montant d'un paiement conditionnel. Il n'y a aucune modalité concernant un paiement maximal. Au 30 septembre 2019, 38 M\$ devaient être versés.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

18. PROVISIONS AU TITRE DE CONTRATS DÉFICITAIRES

	Total
1 ^{er} janvier 2019 (note 3)	78
Obligations réglées	(9)
Variation des hypothèses	(12)
Variation du taux d'actualisation	4
Désactualisation des provisions au titre de contrats déficitaires	3
30 septembre 2019	64
Moins la partie courante	17
Partie non courante	47

La provision au titre de contrats déficitaires a trait aux composantes non locatives des obligations locatives qui comprennent les coûts d'exploitation et les places de stationnement non réservées liées à l'espace de bureau à Calgary, en Alberta. La provision correspond à la valeur actuelle de l'écart entre les paiements futurs que Cenovus doit effectuer en vertu de contrats de location non résiliables et le recouvrement de loyers estimés en vertu des contrats de sous-location, actualisée à un taux sans risque ajusté en fonction de la qualité de crédit s'établissant entre 3,0 % et 4,1 %. La provision au titre des contrats déficitaires devrait être réglée au plus tard en 2040. L'estimation peut varier en raison de changements à l'utilisation de l'espace de bureau loué et aux contrats de sous-location, s'il en est.

19. PASSIFS RELATIFS AU DÉMANTÈLEMENT

La provision au titre du démantèlement correspond à la valeur actuelle des coûts futurs prévus liés à la mise hors service des actifs de pétrole brut et de gaz naturel en amont, des installations de raffinage et du terminal de transport ferroviaire de pétrole brut.

La valeur comptable totale de l'obligation s'établit comme suit :

	Total
31 décembre 2018	875
Obligations prises en charge	7
Obligations réglées	(29)
Variation du taux d'actualisation	310
Désactualisation des passifs relatifs au démantèlement (note 4)	43
Écart de conversion	(1)
30 septembre 2019	1 205

Le montant des flux de trésorerie futurs non actualisés estimatifs requis pour régler les obligations a été actualisé au moyen d'un taux d'intérêt sans risque ajusté en fonction de la qualité de crédit de 5,0 % au 30 septembre 2019 (6,5 % au 31 décembre 2018).

20. AUTRES PASSIFS

	30 septembre 2019	1 ^{er} janvier 2019 ¹⁾
Incitatif à long terme à l'intention des employés	59	41
Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	87	75
Autres	37	39
	183	155

1) Voir la note 3.

21. CAPITAL SOCIAL

A) Autorisé

Cenovus est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires et un nombre d'actions préférentielles de premier et de second rang ne dépassant pas, au total, 20 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation. Les actions préférentielles de premier et de second rang peuvent être émises en une ou plusieurs séries et être assorties de droits et conditions établis par le conseil d'administration de la société avant leur émission, sous réserve des statuts de la société.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

B) Émis et en circulation

	30 septembre 2019		31 décembre 2018	
	Nombre d'actions ordinaires (en milliers)	Montant	Nombre d'actions ordinaires (en milliers)	Montant
Actions en circulation au début de l'exercice	1 228 790	11 040	1 228 790	11 040
Actions ordinaires émises aux termes du régime d'options sur actions (note 23)	38	-	-	-
Actions en circulation à la clôture de la période	1 228 828	11 040	1 228 790	11 040

Au 30 septembre 2019, ConocoPhillips détenait toujours 208 millions d'actions ordinaires émises à titre de contrepartie partielle de l'acquisition.

Aucune action préférentielle n'était en circulation au 30 septembre 2019 (aucune au 31 décembre 2018).

Au 30 septembre 2019, 26 millions d'actions ordinaires (23 millions au 31 décembre 2018) pouvaient être émises aux termes du régime d'options sur actions.

22. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Régimes à prestations définies	Écart de conversion	Instruments de capitaux propres de sociétés fermées	Total
31 décembre 2017	(4)	633	14	643
Autres éléments du résultat global, avant l'impôt	-	134	-	134
Impôt sur le résultat	-	-	-	-
30 septembre 2018	(4)	767	14	777
31 décembre 2018	(7)	1 030	15	1 038
Autres éléments du résultat global, avant l'impôt	(9)	(142)	3	(148)
Impôt sur le résultat	2	-	-	2
30 septembre 2019	(14)	888	18	892

23. RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Cenovus offre un certain nombre de régimes de rémunération fondée sur des actions qui comprennent des DRN, des unités d'actions liées au rendement (« UAR »), des unités d'actions de négociation restreinte (« UANR ») et des unités d'actions différées (« UAD »). Les tableaux suivants résument l'information sur les régimes de rémunération fondée sur des actions de Cenovus.

	Unités en circulation (en milliers)	Unités exerçables (en milliers)
30 septembre 2019		
DRN	31 823	24 058
UAR	6 901	-
UANR	8 697	-
UAD	1 506	1 506

Au 30 septembre 2019, le prix d'exercice moyen pondéré des DRN s'établissait à 22,66 \$.

	Unités attribuées (en milliers)	Unités acquises et exercées/payées (en milliers)
Période de neuf mois close le 30 septembre 2019		
DRN	3 867	(164)
UAR	2 589	-
UANR	2 610	(1 127)
UAD	298	(171)

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, 164 000 DRN, d'un prix d'exercice moyen pondéré de 9,48 \$, ont été exercés et réglés sur la base d'un montant net contre 38 000 actions ordinaires (note 21).

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

Le tableau suivant résume la charge ou le recouvrement de rémunération fondée sur des actions comptabilisé pour l'ensemble des régimes.

Périodes closes les 30 septembre	Trimestres clos en		Périodes de neuf mois closes en	
	2019	2018	2019	2018
DRN	2	2	7	6
UAR	4	1	6	(1)
UANR	11	4	24	11
UAD	3	-	8	5
Charge (recouvrement) de rémunération fondée sur des actions	20	7	45	21
Coûts de la rémunération fondée sur des actions incorporés à l'actif	6	2	15	7
Total de la rémunération fondée sur des actions	26	9	60	28

24. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs et passifs financiers de Cenovus comprennent la trésorerie et ses équivalents, les comptes débiteurs et produits à recevoir, les comptes créditeurs et charges à payer, les actifs et passifs liés à la gestion des risques, les instruments de capitaux propres dans des sociétés fermées, les créances à long terme, le paiement conditionnel, les emprunts à court terme et la dette à long terme. Les actifs et les passifs liés à la gestion des risques découlent de l'utilisation d'instruments financiers dérivés.

A) Juste valeur des instruments financiers non dérivés

En raison de leur échéance à court terme, la trésorerie et ses équivalents, les comptes débiteurs et produits à recevoir, les comptes créditeurs et charges à payer, et les emprunts à court terme ont une juste valeur qui avoisine leur valeur comptable.

La juste valeur des créances à long terme se rapproche de leur valeur comptable, en raison du caractère non négociable de ces instruments.

La dette à long terme est comptabilisée au coût amorti. La juste valeur estimative des emprunts à long terme a été établie en fonction des cours des titres d'emprunt à long terme sur le marché secondaire à la clôture de la période (niveau 2). Au 30 septembre 2019, la valeur comptable de la dette de Cenovus s'établissait à 7 239 M\$, et sa juste valeur, à 7 991 M\$ (valeur comptable de 9 164 M\$ et juste valeur de 8 431 M\$ au 31 décembre 2018).

Les instruments de capitaux propres classés à la JVAERG se composent des titres de capitaux propres dans des sociétés fermées. La société classe certains instruments de capitaux propres dans des sociétés fermées à la JVAERG, car ils ne sont pas détenus à des fins de transaction et que les variations de la juste valeur ne rendent pas compte des activités de la société. Ces actifs sont comptabilisés à la juste valeur à titre d'autres actifs aux états consolidés de la situation financière. La juste valeur est établie en fonction de transactions récentes visant des titres de sociétés fermées (niveau 3), s'il y a eu de telles transactions.

Le tableau suivant présente un rapprochement des variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres classés à la JVAERG.

	Total
31 décembre 2018	38
Variations de la juste valeur	3
30 septembre 2019	41

B) Juste valeur des actifs et des passifs liés à la gestion des risques

Les actifs et les passifs liés à la gestion des risques de la société comprennent des swaps, des contrats à terme et des options sur le pétrole brut, des contrats à terme et des swaps sur les condensats ainsi que des swaps de cours de change et de taux d'intérêt. Les contrats de pétrole brut, de condensats et, s'il en est, de gaz naturel sont comptabilisés à leur juste valeur estimative établie en fonction de la différence entre le prix prévu par contrat et le prix à terme à la clôture de la période pour la même marchandise, selon des prix cotés sur les marchés ou le prix à terme à la clôture de la période pour la même marchandise, extrapolé pour la durée du contrat (niveau 2). La juste valeur des swaps de cours de change est calculée à l'aide de modèles d'évaluation externes qui intègrent des données observables sur le marché, dont des courbes des cours de change (niveau 2), et la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est calculée à l'aide de modèles d'évaluation externes qui intègrent des données observables sur le marché, dont des courbes des taux d'intérêt (niveau 2).

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

Résumé des positions de gestion des risques non dénouées

	30 septembre 2019			31 décembre 2018		
	Gestion des risques			Gestion des risques		
	Actif	Passif	Montant net	Actif	Passif	Montant net
Pétrole brut	2	3	(1)	156	2	154
Change	-	-	-	-	1	(1)
Taux d'intérêt	-	-	-	7	-	7
Total de la juste valeur	2	3	(1)	163	3	160

Le tableau ci-dessous présente la hiérarchie des justes valeurs de la société s'appliquant aux actifs et aux passifs liés à la gestion des risques comptabilisés à la juste valeur.

	30 septembre 2019	31 décembre 2018
Niveau 2 – Prix tirés de données observables ou confirmés dans le marché	(1)	160

Les prix tirés de données observables ou confirmés dans le marché s'entendent de la juste valeur de contrats évalués en partie à l'aide de prix cotés dans le marché et en partie avec des données observables et confirmées dans le marché.

Le tableau suivant présente un rapprochement des variations de la juste valeur des actifs et des passifs liés à la gestion des risques de Cenovus du 1^{er} janvier au 30 septembre.

	2019
Juste valeur des contrats à l'ouverture de l'exercice	160
Juste valeur des contrats dénoués pendant la période	24
Variation de la juste valeur des contrats en cours à l'ouverture de l'exercice et des contrats conclus pendant la période	(181)
Profit (perte) de change latent sur les contrats libellés en dollars américains	(4)
Juste valeur des contrats à la clôture de la période	(1)

C) Juste valeur du paiement conditionnel

Le paiement conditionnel est inscrit à la juste valeur aux états consolidés de la situation financière. La juste valeur est établie en déterminant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus à l'aide d'un modèle d'évaluation du prix des options (niveau 3), qui suppose que la distribution des probabilités pour le WCS repose sur la volatilité des options sur le WTI, la volatilité des options sur le cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain et le prix à terme du WCS, et actualisée au taux d'intérêt sans risque ajusté en fonction de la qualité de crédit de 2,8 %. La juste valeur du paiement conditionnel a été établie par l'équipe d'évaluation interne de Cenovus composée de personnes compétentes qui connaissent les techniques d'évaluation de la juste valeur et possèdent une expérience à leur égard. Au 30 septembre 2019, la juste valeur du paiement conditionnel a été estimée à 130 M\$.

Au 30 septembre 2019, le prix à terme moyen du WCS pour la durée restante du paiement conditionnel est de 42,75 \$ le baril. La volatilité moyenne des options sur le WTI et des options sur les cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain utilisée pour évaluer le paiement conditionnel était respectivement de 29 % et de 6 %. Des variations des données d'entrée utilisées dans le modèle d'évaluation du prix des options, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs, auraient donné lieu à des profits ou à des pertes latents qui auraient eu l'incidence suivante sur le résultat avant impôt :

	Fourchette de sensibilité	Hausse		Baisse	
		(116)	73	(46)	41
Prix à terme du WCS	± 5,00 \$/b				
Volatilité des options sur le WTI	± 5 %				
Volatilité des options sur les cours de change entre le dollar américain et le dollar canadien	± 5 %	5	(13)		

D) Incidence sur le résultat des (profits) pertes sur les positions de gestion des risques

	Trimestres clos en		Périodes de neuf mois closes en	
	2019	2018	2019	2018
Périodes closes les 30 septembre				
(Profit réalisé) perte réalisée ¹⁾	(9)	325	24	1 491
(Profit latent) perte latente ²⁾	9	(247)	157	(508)
(Profit) perte lié à la gestion des risques découlant des activités poursuivies	-	78	181	983

1) Les profits et pertes réalisés à la gestion des risques sont comptabilisés dans le secteur à présenter auquel se rapporte l'instrument dérivé.
2) Les profits et pertes latents à la gestion des risques sont constatés dans le secteur Activités non sectorielles et éliminations.

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

25. GESTION DES RISQUES

Cenovus est exposée à des risques financiers, notamment le risque lié aux prix des marchandises, le risque de change, le risque de taux d'intérêt ainsi que le risque de crédit et le risque de liquidité.

Pour gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt, la société a conclu des swaps de taux d'intérêt se rapportant à d'éventuelles émissions de titres d'emprunt. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, la société a dénoué le solde de 150 M\$ US de ses swaps de taux d'intérêt, donnant lieu à une perte à la gestion des risques de 1 M\$. Pour atténuer son exposition aux variations des cours de change, la société conclut régulièrement des contrats de change. Aucun montant notionnel de contrats de change n'était en cours au 30 septembre 2019.

Au 30 septembre 2019, environ 93 % des montants à payer, des entreprises communes, des créances clients et de l'investissement net dans les contrats de location-financement de la société étaient de bonne qualité, et plus de 99 % étaient en souffrance depuis moins de 60 jours. Les pertes de crédit attendues moyennes sur les montants à payer, les entreprises communes, les créances clients et l'investissement net dans les contrats de location-financement de la société s'établissaient à 0,3 % au 30 septembre 2019.

Juste valeur nette des positions de gestion des risques

30 septembre 2019	Volumes notionnels	Échéance	Prix moyen	Juste valeur de l'actif (du passif)
Contrats de pétrole brut				
Tunnels sur le WTI	19 000 b/j	Janvier à décembre 2019	50,00 \$ US – 62,08 \$ US/b	2
Autres positions financières ¹⁾				(3)
Total de la juste valeur				(1)

1) Les autres positions financières font partie des activités courantes de commercialisation de la production de la société. Au 30 septembre 2019, les autres positions financières se composaient des instruments liés au WCS, au WTI et au condensat.

Sensibilités – Positions de gestion des risques

Le tableau suivant résume la sensibilité de la juste valeur des positions de gestion des risques de Cenovus aux fluctuations des prix des marchandises, toutes les autres variables demeurant constantes. La direction croit que les fluctuations présentées dans le tableau ci-dessous constituent une mesure raisonnable de la volatilité. L'incidence des fluctuations des prix des marchandises sur les positions de gestion des risques en cours de la société aurait pu entraîner la comptabilisation de profits ou de pertes latents ayant une incidence sur le résultat avant impôt comme suit :

	Fourchette de sensibilité	Hausse	Baisse
Pétrole brut – prix de la marchandise	± 5,00 \$ US/b sur les couvertures basées sur le WTI et le condensat	1	(1)
Pétrole brut – prix différentiel	± 2,50 \$ US/b sur les couvertures différentielles basées sur la production	3	(3)

NOTES ANNEXES (non audités)

Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019

26. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau suivant présente un rapprochement des passifs et des flux de trésorerie liés aux activités de financement.

	Dividendes à payer	Dettes à long terme	Obligations locatives
31 décembre 2017	-	9 513	-
Variations des flux de trésorerie liés aux activités de financement :			
Émission (remboursement) de titres d'emprunt à long terme renouvelables, montant net	-	(20)	-
Dividendes versés	(183)	-	-
Variations sans effet sur la trésorerie :			
Dividendes déclarés	183	-	-
(Profit) perte de change	-	326	-
Charges financières	-	5	-
30 septembre 2018	-	9 824	-
1 ^{er} janvier 2019 (note 3)	-	9 164	1 494
Variations des flux de trésorerie liés aux activités de financement :			
Dividendes versés	(183)	-	-
Émission (remboursement) de titres d'emprunt à long terme, montant net	-	(1 601)	-
Émission (remboursement) de titres d'emprunt à long terme renouvelables, montant net	-	4	-
Remboursement du capital des contrats de location	-	-	(108)
Variations sans effet sur la trésorerie :			
Dividendes déclarés	183	-	-
(Profit) perte de change	-	(264)	(7)
Entrées de contrats de location	-	-	311
Profit au rachat de titres d'emprunt et à l'amortissement d'émission de titres d'emprunt	-	(67)	-
Résiliations de contrats de location	-	-	(11)
Autres	-	3	-
30 septembre 2019	-	7 239	1 679

27. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

A) Engagements

Cenovus a conclu divers engagements dans le cours normal de ses activités, ayant trait surtout à des frais liés à la demande dans le cadre de contrats de transport fermes. En outre, la société a des engagements relatifs à son programme de gestion des risques et est tenue de capitaliser les régimes à prestations définies et d'autres avantages postérieurs à l'emploi.

30 septembre 2019	Reste de l'exercice	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Par la suite	Total
Transport et entreposage ¹⁾	257	1 049	1 010	1 072	1 501	17 336	22 225
Immobilier ²⁾	10	36	38	39	39	710	872
Engagements en capital	2	-	-	-	-	-	2
Autres engagements à long terme	69	48	33	33	31	122	336
Total des paiements³⁾	338	1 133	1 081	1 144	1 571	18 168	23 435

1) Comprend certains des engagements liés au transport de 13 G\$ assujettis à l'approbation des organismes de réglementation ou qui ont été approuvés, mais qui ne sont pas encore en vigueur (14 G\$ en 2018).

2) A trait aux composantes non locatives des obligations locatives qui comprennent les coûts d'exploitation et les places de stationnement non réservées de l'espace de bureau. Ne rend pas compte d'un paiement engagé pour lequel une provision a été constituée.

3) Les contrats exécutés pour le compte de WRB Refining LP tiennent compte de la participation de 50 % de Cenovus.

Le 1^{er} janvier 2019, la société a adopté IFRS 16, ce qui a donné lieu à la comptabilisation à l'état de la situation financière d'obligations locatives liées à des contrats de location simple. Ces obligations étaient présentées précédemment à titre d'engagements. Pour consulter un rapprochement des engagements de la société au 31 décembre 2018 et de ses obligations locatives au 1^{er} janvier 2019, se reporter à la note 3.

Au 30 septembre 2019, le total des engagements s'établissait à 23,4 G\$, dont 22,2 G\$ avaient trait à divers engagements de transport et d'entreposage. Ces engagements de transport et d'entreposage rendent compte d'engagements futurs relativement à des contrats de location visant des wagons et des réservoirs de stockage de 131 M\$ et de 195 M\$, respectivement, qui ne sont pas encore entrés en vigueur. Les contrats de location visant des wagons devraient entrer en vigueur en 2019 et en 2020 et leur durée varie entre cinq et dix ans, tandis que les contrats de location visant des réservoirs de stockage devraient entrer en vigueur en 2019 et en 2020 et leur durée varie entre trois et dix ans.

NOTES ANNEXES (non audités)

*Tous les montants sont exprimés en millions de dollars, sauf indication contraire
Périodes closes les 30 septembre 2019*

Au 30 septembre 2019, des lettres de crédit en cours totalisant 367 M\$ étaient émises à titre de garantie de l'exécution de certains contrats (336 M\$ au 31 décembre 2018).

B) Éventualités

Actions en justice

Cenovus est partie à un nombre restreint d'actions en justice dans le cours normal de ses activités. Cenovus est d'avis que toute obligation pouvant découler de ces actions, dans la mesure où elle n'est pas prévue, ne devrait pas avoir d'incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Paiement conditionnel

Dans le cadre de l'acquisition, Cenovus a convenu de verser des paiements trimestriels à ConocoPhillips durant cinq ans après le 17 mai 2017 pour les trimestres durant lesquels le prix moyen du pétrole brut du WCS dépasse 52,00 \$ le baril durant le trimestre en question. Au 30 septembre 2019, la juste valeur estimative du paiement conditionnel s'établissait à 130 M\$ (voir la note 17).